

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Éthiopie, B.P: 3243 Tél.: (251-11) 5513 822 Télécopie: (251-11) 5519 321
Courriel: situationroom@africa-union.org

CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ
375^{ÈME} RÉUNION
10 MAI 2013
ADDIS ABÉBA, ÉTHIOPIE

PSC/PR/BR.2(CCCLXXV)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), en sa 375^{ème} réunion tenue le 10 mai 2013, a suivi une communication du Commissaire à la Paix et à la Sécurité sur les efforts en cours visant à mettre en œuvre l'« Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo (RDC) et la région », signé à Addis Abéba, le 24 février 2013. Le Conseil a également suivi les communications faites par les représentants du Tchad, en sa qualité de Président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), de l'Ouganda, en sa qualité de Président en exercice de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), du Secrétaire exécutif de la CIRGL, du Mozambique, en sa qualité de Président en exercice de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ainsi que de celles du Rwanda, de la France, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, des Nations unies et de l'Union européenne.

Le Conseil s'est félicité de l'engagement réaffirmé de tous les pays concernés à œuvrer à la mise en œuvre de l'Accord-cadre, et les a, à nouveau, encouragés à persévérer dans leurs efforts. Le Conseil a salué les efforts inlassables du Président de la CIRGL, le Président Yoweri Museveni de l'Ouganda, et a souligné l'importance que revêt l'appropriation par les pays de la région du processus de mise en œuvre de l'Accord-cadre et leur leadership, ainsi que la nécessité d'impliquer les organisations de la société civile dans les pays concernés. Le Conseil a également souligné la nécessité, dans le processus de mise en œuvre de l'Accord-cadre, de prêter toute l'attention requise au développement socio-économique, notamment aux projets intégrateurs tels que prévus dans le Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs, et d'appuyer les efforts de relance de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL).

Le Conseil s'est félicité du déploiement du bataillon tanzanien dans le cadre de la brigade d'intervention de la MONUSCO, établie conformément à la résolution 2098(2013) du Conseil de sécurité des Nations unies. Dans ce contexte, le Conseil a exprimé son appui continu et ferme au dialogue entre le Gouvernement de la RDC et le M23, facilité par le Président de la CIRGL, et a appelé les deux parties à reprendre le dialogue aussi rapidement que possible. Le Conseil a appelé toutes les parties, en particulier le M23, à coopérer pleinement avec ce processus, sans menaces de violence. Le Conseil a, en outre, averti que tous ceux qui entraveraient la mise en œuvre du mandat de la brigade d'intervention et de celui de la MONUSCO d'une façon plus générale seront tenus responsables de leurs actes.

Le Conseil, ayant rappelé les dispositions pertinentes de son communiqué de presse du 25 avril 2013, s'est félicité des rencontres que la Présidente de la Commission et son Représentant spécial pour les Grands Lacs, Boubacar Gaoussou Diarra, ainsi que le Secrétaire exécutif de la CIRGL, Ntumba Luaba Alphonse, ont eues avec l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations unies, Madame Mary Robinson, à l'occasion de la visite qu'elle a effectuée en RDC, au Rwanda, en Ouganda, au Burundi et en Afrique du sud, du 28 avril au 5 mai 2013. Le Conseil a

réitéré l'importance que revêt une coordination étroite entre l'UA, les Nations unies, la CIRGL et la SADC, en vue d'apporter un soutien coordonné aux efforts des pays de la région.

Le Conseil attend avec intérêt les résultats de la réunion inaugurale du Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre, prévue au siège de l'UA, à Addis Abéba, le 26 mai 2013, sous les auspices conjoints des Nations unies et de l'UA.

Le Conseil est convenu d'entreprendre une mission en RDC du 11 au 14 mai 2013, pour examiner la situation dans la région.